

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le gouvernement du Canada coupable de sept péchés capitaux dans son approche face à l'épidémie VIH-sida

Le Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements (CCSAT), d'autres porte-parole canadiens et le Dr. Julio Montaner demandent instamment au gouvernement fédéral de respecter ses engagements de l'initiative fédérale

7 août 2008, Mexico. Des activistes canadiens du VIH et le Dr. Julio Montaner : président de la **Société internationale sur le sida** (IAS) et directeur du **Centre d'excellence VIH/SIDA de la C.-B.** demandent instamment au gouvernement fédéral de respecter ses engagements pris avec l'initiative fédérale.

Louise Binder : Présidente du CCSAT et l'hôte de la conférence de presse d'aujourd'hui, compare le manquement du gouvernement aux **Sept péchés capitaux**. Binder affirme «Le manquement du gouvernement de respecter ses engagements équivaut à fermer les yeux délibérément devant les questions urgentes que suscite le VIH-sida au Canada».

Des activistes et plusieurs personnes de la communauté médicale sont de plus en plus inquiets de l'attitude du gouvernement face à cette maladie.

Dr. Julio Montaner : récemment élu président de l'IAS et un médecin spécialiste VIH-sida canadien de grande réputation, s'inquiète du fait que le gouvernement fédéral réfute toute évidence basée sur la science. Montaner affirme, «Il est évident que le gouvernement fait fi des principes scientifiques éprouvés derrières les mesures de réduction des préjudices. En tant que médecin du VIH, je peux leur dire que ce n'est pas une façon efficace de gérer la maladie. Nous avons besoin de leadership politique, non pas d'un gouvernement qui recherche la science qu'il veut bien».

Alors que récemment, le gouvernement s'est excusé auprès des communautés autochtones, il a besoin d'instaurer d'autres mesures telles que décrites dans l'accord de Kelowna. **Kevin Barlow** : Directeur exécutif du **Réseau canadien autochtone du sida (CAAN)**, continue de surveiller scrupuleusement le taux horrible de VIH-sida au sein des communautés autochtones dans tout le Canada. Barlow affirme : « le peuple autochtone continue d'occuper plus que sa part dans tous les échelons de l'épidémie VIH-sida : ses jeunes, ses femmes, l'usage de drogues injectables, les prisonniers et le

Canadian Treatment Action Council (CTAC)
Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements (CCSAT)

manque d'accès à des soins médicaux et à des logements familiaux adéquats. Ceux-ci ne sont que quelques éléments qui contribuent au danger du VIH-sida. Mais ceux-ci constituent un danger plus grand pour les canadiens autochtones puisqu'il y a moins d'accès à la prévention et aux mesures de soin. Le gouvernement doit aborder sérieusement la situation des peuples autochtones vivant avec le VIH-sida et mettre de l'avant des mesures de prévention significatives et ciblées».

Michael O'Connor : Directeur exécutif de la **coalition interagence sida et développement (CISD)** maintient que «Le gouvernement fédéral n'a fait presque rien pour inciter les fabricants canadiens de médicaments génériques à approvisionner les pays en développement. Il a passé des lois à cet effet mais celles-ci sont trop difficiles d'application afin de permettre de façon adéquate à des drogues génériques moins chères de sauver des milliers de gens dans les pays à moindre revenu».

Binder conseille vivement au gouvernement de tenir ses promesses faites dans la stratégie nationale du VIH/SIDA. Elle ajoute : «couper les fonds d'une stratégie spécialement mise en place et les investir dans des domaines comme la recherche de vaccins ne servira qu'à détériorer la situation. Investir dans un plan de fabrication de vaccins alors que nous sommes à des décennies de trouver un vaccin est doublement fautif parce que le gouvernement prend cet argent pour le financement de ce plan de la stratégie nationale VIH-sida alors que ce devait être de l'argent neuf».

Binder termine sur ces mots : «Nous avons besoin d'un vaccin efficace contre le VIH-sida et il devrait y avoir des fonds nouveaux et adéquats consacrés à cette recherche extrêmement utile. Mais les coupures de ce gouvernement dans la stratégie du VIH-sida enlèvent également l'argent nécessaire pour répondre aux besoins des efforts de prévention, de soins et de traitements qui sont requis présentement».

-30-

Pour des entrevues avec les conférenciers :

Leah Stephenson: Mexico cell: **52 55 5283 3400**

Louise Binder (CTAC)

Stephen Burega: **+52 55 1751 6968**
stephen.burega@karyo-edelman.com

Dr. Julio Montaner (BCCfE)

Ruth Pritchard: Mexico cell **52 55 1358 3394**
ruth.pritchard@rogers.com

Kevin Barlow (CAAN)
Michael O'Connor (ICAD)
Richard Elliott (HIV Legal Network)